

# FICHE RECAPITULATIVE DTA

En application du code de la santé publique, article R 1334-29-5, conforme à la norme NF X46020 (Aout 2017)

## LIEU D'INTERVENTION

96 Rue du Faubourg du Temple  
(CDOP)  
75011 Paris

Lot numéro CDOP,



## EXPERT



**MERLIER eric**  
**07 61 80 96 48**  
**Certification n° : CPDI3728**  
**Décernée par : ICERT**

## DATES

Date de la visite : 17/10/2024  
Date de rédaction de rédaction du DTA :  
Dernière mise à jour :

## COORDONNEES DE LA PERSONNE DETENANT LE DTA

CPAM DE PARIS - MELLOUKI Samia  
21 Rue Georges Auric  
75019 Paris

## MODALITES DE CONSULTATION DU DOSSIER

## Liste des pièces visitées

RdC au sous_sol -1 :	Cage d'escalier
1er étage :	Couloir, Cage d'escalier 4
Sous-Sol -1 :	Cage d'escalier 1, Local gaz, Local baie informatique, Local informatique, Vestiaires Femme, Couloir, Palier, Cage d'escalier 2
Sous-Sol -2 :	Local archive, Cage d'escalier 3
Extérieur :	Façade

## IMMEUBLE OU PARTIES D'IMMEUBLE NON-VISITEES ET JUSTIFICATION

Sous-Sol -1 - Pièce (Absence de clef)

*Nota : ADX Groupe s'engage à retourner sur les lieux afin de compléter le constat aux parties d'immeubles non visités, dès lors que les dispositions permettant un contrôle des zones concernées auront été prises par le propriétaire ou son mandataire.*

## Informations

Cette fiche présente les informations minimales devant être contenues dans la fiche récapitulative mentionnée dans l'arrêté du 12 et 21 décembre 2012, du 26 juin 2013 ainsi

qu'à l'article R.1334-29-5 du code de la santé publique, à charge pour le propriétaire de compléter par toutes informations utiles et spécifiques aux bâtiments concernés. Toutes les rubriques mentionnées ci-après sont à renseigner. Une fiche récapitulative est renseignée par DTA et par immeuble bâti. La fiche récapitulative mentionne les travaux qui ont été réalisés pour retirer ou confiner des matériaux ou produits contenant de l'amiante. Elle est mise à jour systématiquement à l'occasion de travaux ayant conduit à la découverte ou à la suppression de matériaux ou produits contenant de l'amiante.

## > SOMMAIRE

> 1. RAPPORTS DE REPERAGE .....	3
> 2. LISTE DES LOCAUX AUYANT DONNES LIEU AU REPERAGE .....	3
> 3. IDENTIFICATION DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE .....	4
> 4. LES EVALUATIONS PERIODIQUES .....	8
> 5. TRAVAUX DE RETRAIT OU DE CONFINEMENT (mesures conservatoires) .....	9
> 6. CONSIGNES GENERALES DE SECURITE .....	13

# ADX EXPERTISE Gère vos données amiante

## Gestion dématérialisée de vos DTA



**NOTIFICATIONS INTELLIGENTES**  
Alertes sur les obligations réglementaires  
Planification des actions à mener.



**CARTOGRAPHIE INTERACTIVE**  
Localisation des repères amiante,  
Filtre selon profil utilisateur.



**GESTION DES ACCÈS**  
4 profils utilisateur au choix,  
Droit et affichage selon profil sélectionné.



**INFORMATIONS RÉGLEMENTAIRES**  
Textes réglementaires amiante,  
Bibliothèque dédiée.



**GESTION DES ÉLÉMENTS  
CONSTITUTIFS DU DTA**  
Tous les DTA dans une application centralisée,  
Visualisation des prélèvements déjà réalisés



**HISTORISATION**  
Historisation et versionning de la fiche récapitulative,  
Conservation complète du cycle de vie de l'amiante.

**CONTACTER VOTRE INTERLOCUTEUR HABITUEL POUR PLUS D'INFORMATIONS**

## > 1. RAPPORTS DE REPERAGE

Le tableau ci-dessous référence l'historique des différents repérages déjà réalisés et devant être fournis à Adx Expertise par le Donneur d'ordre.

NUMERO ET REFERENCE DU RAPPORT DE REPERAGE	DATE DU RAPPORT	NOM DE LA SOCIETE ET DE L'OPERATEUR DE REPERAGE	OBJET DU REPERAGE
797622 7048970 049 001	10/12/2017	Bureau Véritas - Sylvie VILAIN	D.T.A.
7048970/S2.47.1.R	10/12/2017	Bureau Véritas - Sylvie VILAIN	D.T.A.
BAT8216-20 indD	26/11/2019	REDEBAT	Avenant au plan de retrait

**Observations :**

Le conduit amiante-ciment au 1er étage dans le couloir est inaccessible, faux-plfond non démontable sans l'abîmé.

Le conduit amiante-ciment au 1er sous-sol est inaccessible, local fermé à clé

Il a été fournie une partie des anciens rapport

## > 2. LISTE DES LOCAUX AUYANT DONNES LIEU AU REPERAGE

LISTE DES DIFFERENTS REPERAGES	N° DE RAPPORT DE REPERAGE	LISTE DES LOCAUX VISITES	LISTE DES PIECES NON-VISITEES
Repérage des matériaux de la liste A au titre de l'article R1334-20 du code de la santé publique	MA2409153790 EM	RdC au sous_sol -1 - Cage d'escalier, 1er étage - Couloir, Sous-Sol -1 - Cage d'escalier 1, Sous-Sol -1 - Local gaz, Sous-Sol -1 - Local baie informatique, Sous-Sol -1 - Local informatique, Sous-Sol -1 - Vestiaires Femme, Sous-Sol -1 - Couloir, Sous-Sol -1 - Palier, Sous-Sol -1 - Cage d'escalier 2, Sous-Sol -2 - Local archive, Sous-Sol -2 - Cage d'escalier 3, Extérieur - Façade, 1er étage - Cage d'escalier 4	Sous-Sol -1 - Pièce (Absence de clef)
Repérage des matériaux de la liste B au titre de l'article R1334-21 du code de la santé publique	MA2409153790 EM	RdC au sous_sol -1 - Cage d'escalier, 1er étage - Couloir, Sous-Sol -1 - Cage d'escalier 1, Sous-Sol -1 - Local gaz, Sous-Sol -1 - Local baie informatique, Sous-Sol -1 - Local informatique, Sous-Sol -1 - Vestiaires Femme, Sous-Sol -1 - Couloir, Sous-Sol -1 - Palier, Sous-Sol -1 - Cage d'escalier 2, Sous-Sol -2 - Local archive, Sous-Sol -2 - Cage d'escalier 3, Extérieur - Façade, 1er étage - Cage d'escalier 4	Sous-Sol -1 - Pièce (Absence de clef)
Autres repérages (préciser) :	-	-	-

### LISTE DES LOCAUX, PARTIES DE LOCAUX, COMPOSANTS OU PARTIES DE COMPOSANTS N'AYANT PAS PU ETRE INSPECTE(S) DANS LE CADRE D'UN REPERAGE REGLEMENTAIRE :

Le tableau ci-dessous indique lorsque des locaux, parties de locaux, ouvrages ou parties d'ouvrages restent inaccessibles le jour du repérage. Dans ce cas, l'opérateur de repérage indique les investigations complémentaires qui devront être réalisées et les raisons pour lesquelles ces investigations n'ont pas été réalisées.

LOCALISATION	PARTIES DU LOCAL	RAISON
Sous-Sol -1 - Pièce	Toutes	Absence de clef



*Certains locaux, parties de locaux ou composants n'ont pas pu être sondés, des investigations approfondies doivent être réalisées afin d'y vérifier la présence éventuelle d'amiante. Les obligations réglementaires du (des) propriétaire(s) prévues aux articles R.1334-15 à R.1334-18 du Code de la Santé Publique, ne sont pas remplies conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 12 Décembre 2012 (Listes "A" et "B")*



## > 3. IDENTIFICATION DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE


### MATERIAUX OU PRODUITS DE LA LISTE A ET B DE L'ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE CONTENANT DE L'AMIANTE



Nota : Recommandations suite au résultat de l'état de conservation : EP évaluation périodique, AC1 Action corrective de premier niveau, AC2 Action corrective de second niveau

#### Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante sur justificatif :

LOCALISATION	COMPOSANT DE LA DESCRIPTION	DESCRIPTION	CONCLUSION (JUSTIFICATION)	ETAT DE CONSERVATION	PHOTO
Sous-Sol -1 - Local gaz	5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols	Dalle de sol	Présence d'amiante (Suivant documentation consultée)	EP (Z-PE)	
Sous-Sol -1 - Cage d'escalier 2	5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols	Dalle de sol	Présence d'amiante (Suivant documentation consultée)	AC1 (Z-II-RM)	

Sous-Sol -1 - Local baie informatique	5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols	Dalle de sol	Présence d'amiante (Suivant documentation consultée)	EP (Z-III-RF)	
Sous-Sol -1 - Local informatique	5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols	Dalle de sol	Présence d'amiante (Suivant documentation consultée)	EP (Z-II-RF)	
Sous-Sol -1 - Vestiaires Femme	5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols	Dalle de sol recouvertent par revêtement souple	Présence d'amiante (Suivant documentation consultée)	EP (Z-PE)	
Sous-Sol -1 - Couloir	5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols	Dalle de sol	Présence d'amiante (Suivant documentation consultée)	EP (Z-III-RF)	

Sous-Sol -1 - Cage d'escalier 1	5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols	Dalle de sol	Présence d'amiante (Suivant documentation consultée)	EP (Z-III-RF)	
Sous-Sol -1 - Palier	5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols	Dalle de sol	Présence d'amiante (Suivant documentation consultée)	EP (Z-III-RF)	
Sous-Sol -2 - Cage d'escalier 3	6 - Conduits et accessoires intérieurs - Conduits de fluides (air, eau, vapeur, fumée, échappement, autres fluides)	Conduit en fibres-ciment	Présence d'amiante (Suivant documentation consultée)	EP (Z-III-RF)	
Sous-Sol -2 - Local archive	5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols	Dalle de sol	Présence d'amiante (Suivant documentation consultée)	EP (Z-III-RF)	

1er étage - Cage d'escalier 4	5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols	Nez de marche	Présence d'amiante (Suivant documentation consultée)	EP (Z-III-RF)	
Extérieur - Façade	6 - Conduits et accessoires intérieurs - Conduits de fluides (air, eau, vapeur, fumée, échappement, autres fluides)	Conduit en fibres-ciment	Présence d'amiante (Suivant documentation consultée)	EP (Z-III-RF)	

## Liste des matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante :

LOCALISATION	COMPOSANT DE LA DESCRIPTION	DESCRIPTION	CONCLUSION (JUSTIFICATION)	ETAT DE CONSERVATION
Néant	-			

## Liste des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante, déclare contenant de l'amiante par l'opérateur suite au refus du propriétaire ou du donneur d'ordre de pratiquer un prélèvement d'échantillon à des fins d'analyses :

La norme NF X46-020 précise dans son point 4.4.1 : « Aucune conclusion sur l'absence d'amiante dans un produit ou matériau susceptible d'en contenir ne peut être faite sans recourir à une analyse. ». En cas de refus du propriétaire ou du donneur d'ordre de laisser l'opérateur de repérage pratiquer le ou les prélèvements d'échantillon à des fins d'analyse, et par application du principe de précaution, les matériaux ou produit suivant ont été déclarés comme contenant de l'amiante (Des investigations complémentaires devront être réalisées sur les éléments listés ci-dessous afin de compléter le repérage)

## > 4. LES EVALUATIONS PERIODIQUES

### EVALUATION OBLIGATOIRE DES MATERIAUX ET PRODUITS DE LA LISTE A DE L'ANNEXE 13-9 CONTENANT DE L'AMIANTE\*

DATE DE LA VISITE	MATERIAUX OU PRODUITS CONCERNES	LOCALISATION	ETAT DE CONSERVATION	MESURE D'EMPOUSSIEREMENT

(\*) L'évaluation périodique de l'état de conservation est effectuée tous les trois ans. Pour l'état intermédiaire de dégradation, des mesures d'empoussièrement sont réalisées dans les 3 mois.

### EVALUATION OBLIGATOIRE DES MATERIAUX ET PRODUITS DE LA LISTE B DE L'ANNEXE 13-9 CONTENANT DE L'AMIANTE\*

DATE DE LA VISITE	MATERIAUX OU PRODUITS CONCERNES	LOCALISATION	ETAT DE CONSERVATION	MESURE D'EMPOUSSIEREMENT



## > 5. TRAVAUX DE RETRAIT OU DE CONFINEMENT (mesures conservatoires)

### MATERIAUX ET PRODUITS DE LA LISTE A DE L'ANNEXE 13-9 CONTENANT DE L'AMIANTE

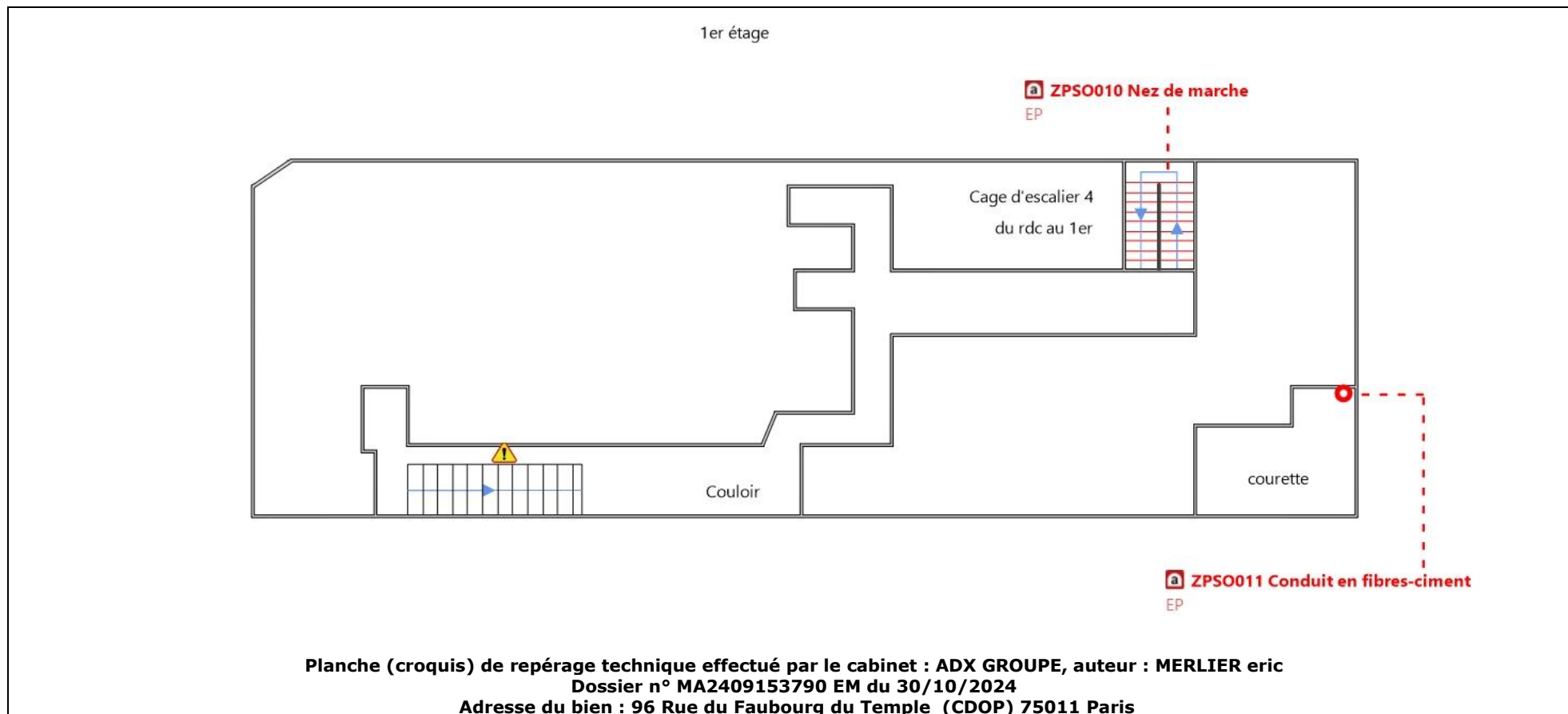
Matériaux ou produits	Localisations précises	Nature des travaux ou des mesures conservatoires	Dates des travaux ou mesures conservatoires	Entreprises intervenantes	Résultats de l'examen visuel et des mesures d'empoussièrments <small>Art. R. 1334-29-3 du code de la santé publique</small>

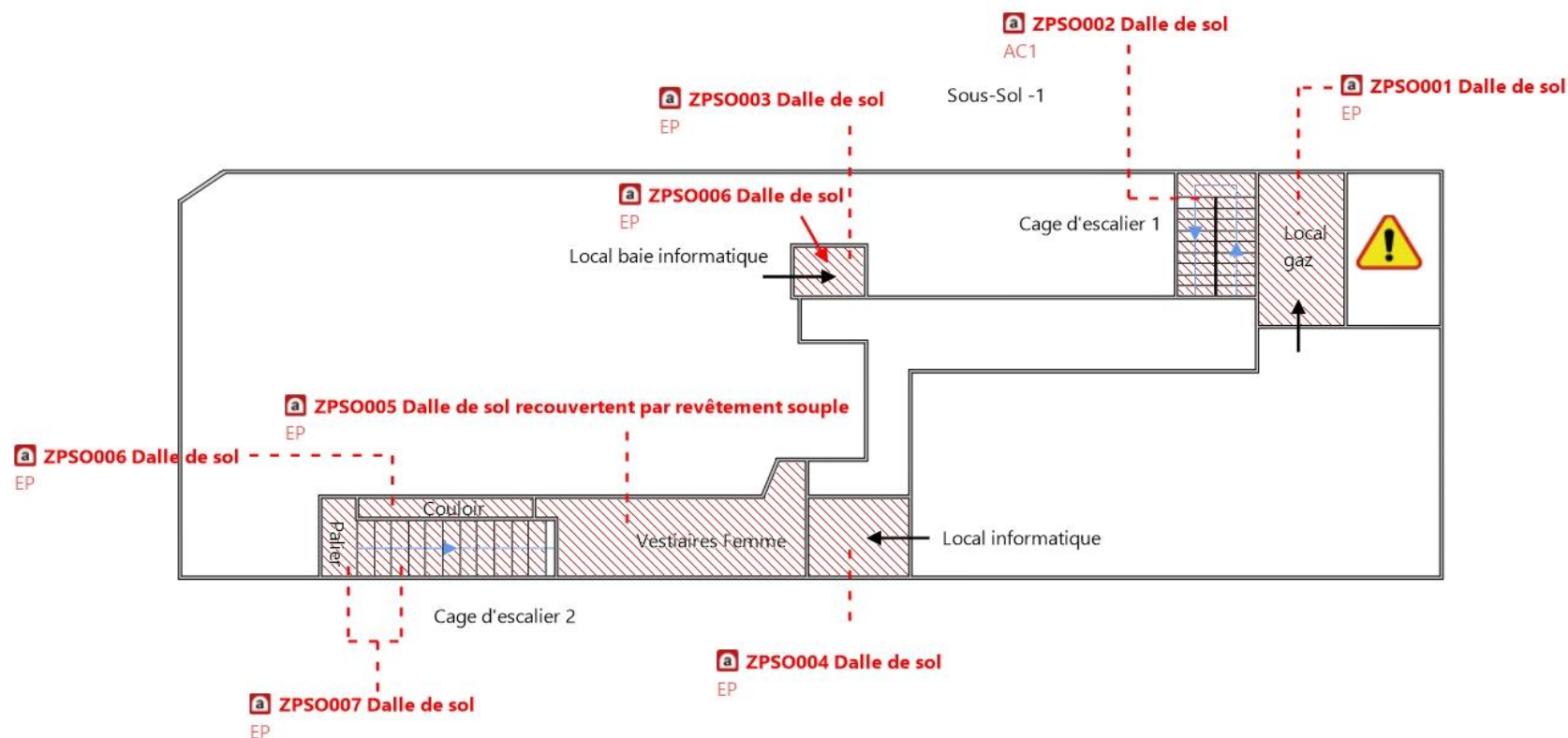
### MATERIAUX ET PRODUITS DE LA LISTE B DE L'ANNEXE 13-9 CONTENANT DE L'AMIANTE

Matériaux ou produits	Localisations précises	Nature des travaux ou des mesures conservatoires	Dates des travaux ou mesures conservatoires	Entreprises intervenantes	Résultats de l'examen visuel et des mesures d'empoussièrments <small>Art. R. 1334-29-3 du code de la santé publique</small>

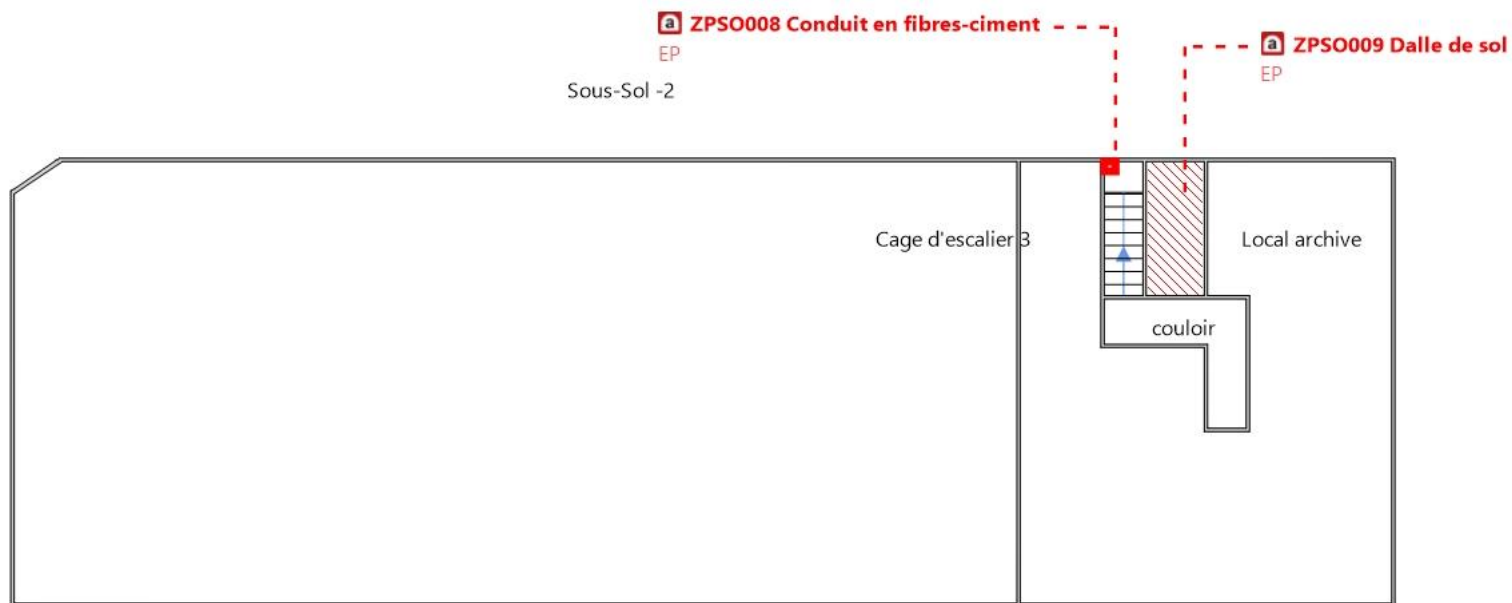
### MATERIAUX ET PRODUITS DE LA LISTE B DE L'ANNEXE 13-9 CONTENANT DE L'AMIANTE

Matériaux ou produits	Localisations précises	Nature des travaux ou des mesures conservatoires	Dates des travaux ou mesures conservatoires	Entreprises intervenantes	Résultats de l'examen visuel et des mesures d'empoussièrments <small>Art. R. 1334-29-3 du code de la santé publique</small>





**Planche (croquis) de repérage technique effectué par le cabinet : ADX GROUPE, auteur : MERLIER eric**  
**Dossier n° MA2409153790 EM du 30/10/2024**  
**Adresse du bien : 96 Rue du Faubourg du Temple (CDOP) 75011 Paris**



**Planche (croquis) de repérage technique effectué par le cabinet : ADX GROUPE, auteur : MERLIER eric**

**Dossier n° MA2409153790 EM du 30/10/2024**

**Adresse du bien : 96 Rue du Faubourg du Temple (CDOP) 75011 Paris**

## > 6. CONSIGNES GENERALES DE SECURITE

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

### !Signet indéfini, NUMPAGES

#### INFORMATIONS GENERALES

##### **a) Dangerosité de l'amiante**

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

##### **b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation**

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant

de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

## INTERVENTION DE PROFESSIONNELS

Soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'informations et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

## RECOMMANDATIONS GENERALES DE SECURITE

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- Perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- Remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- Travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : [www.amiante.inrs.fr](http://www.amiante.inrs.fr).

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

## GESTION DES DECHETS CONTENANT DE L'AMIANTE

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

### a) Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

#### **b) Apport en déchèterie**

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

#### **c) Filières d'élimination des déchets**

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

#### **d) Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante**

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

#### **e) Traçabilité**

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.



Votre interlocuteur  
**CBT CNA**  
**178 BOULEVARD PEREIRE**  
**75017 PARIS**  
**Portefeuille : 0114921220**  
 **01 40 68 02 02**  
 **01 40 68 05 00**

**SAS ADX GROUPE**  
**Comptabilité Fournisseurs**  
**Parc Saint Fiacre**  
**53200 CHATEAU GONTIER**

**Votre contrat**  
**RESPONSABILITE CIVILE**  
**ENTREPRISE**

**Vos références**  
Contrat  
**3912280604**  
Référence client  
**0626460020**

## ATTESTATION

AXA France IARD, atteste que :

**SAS ADX GROUPE**  
**Parc Saint Fiacre - 53200 CHATEAU GONTIER**

a souscrit tant pour son compte que pour celui de :

- **HYPERION Développement**
- **SAS EXPERTAM**
- **SAS GALENA**
- **ADX Formation**
- **BCTI**

le contrat d'assurance Responsabilité Civile **1ère ligne n° 3912280604** et un contrat Responsabilité Civile **2ème ligne n° 3912431104**, garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber du fait de l'exercice des activités garanties par ce contrat et notamment :

### Les diagnostics techniques immobiliers obligatoires

- Repérage amiante avant-vente
- Constat des risques d'exposition au plomb
- Diagnostic de performance énergétique
- Etat de l'installation intérieure de gaz
- Etat de l'installation intérieure d'électricité
- Etat du bâtiment relatif à la présence de termites
- Etat des risques naturels, miniers et technologiques
- L'Infiltrométrie
- La recherche de Fibres Céramiques Réfractaires FCR



**Repérage de polluants:****AMIANTE :**

- Repérage de l'amiante avant travaux, (dans les bâtiments, les matériels ferroviaires, les aéronefs, l'industrie, les voiries et les sols navires, bateaux et autres engins flottants)
- Repérage de l'amiante avant démolition
- Dossier Technique Amiante (DTA)
- Contrôle de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante
- Dossier Amiante Partie Privative (DAPP)
- Contrôle visuel amiante après travaux (CV1&CV2))
- Sapiteur Amiante
- Mesures d'empoussièrement amiante
- Diagnostic amiante sur des navires selon Décret n° 2017-1442 du 3 octobre 2017 relatif à la prévention des risques liés à l'amiante à bord des navires sous la marque ADX Groupe.

**PLOMB:**

- Repérage du plomb avant travaux (dans les bâtiments, les matériels ferroviaires, les aéronefs, l'industrie, les voiries et les sols navires, bateaux et autres engins flottants)
- Contrôle du plomb après travaux

**AUTRES:**

- Inventaire des Matières Potentiellement Dangereuses dans les navires conformément à la Résolution MEPC.197(62) de l'OMI
- Inventaire des matériaux pouvant contenir de la silice
- Inventaire des matériaux pouvant contenir du PCB
- Inventaire des matériaux pouvant contenir du machefert
- Recherche des métaux lourds
- Diagnostic de pollution des sols
- L'Analyse de la qualité de l'air et La Recherche de fuites
- Recherche de Radon N1 et N2

**Contrôle du bâti:**

- Diagnostique Technique Globale (DTG)
- Diagnostic technique en vue de la mise en copropriété
- Diagnostique Technique du bâtiment (DTB)
- Diagnostic Technique Immobilier (Loi SRU)
- Plan pluriannuel de travaux (PPT)
- Diagnostic PEMD (Produit Équipement Matériaux Déchet)
- Diagnostic accessibilité handicapés
- Constat de l'état parasite dans les immeubles bâtis et non bâtis
- Audit de la partie privative en assainissement collectif
- Diagnostic sécurité piscine

**Energetique:**

- Réalisation d'audit énergétique sous réserve que l'assuré déclare que son activité ne peut en aucun cas être assimilable à une mission de maîtrise d'oeuvre et qu'il ne mette pas en relation les clients avec des professionnels du bâtiment. Dans le cas contraire, aucune garantie ne sera accordée au titre du contrat responsabilité civile Conditions de garantie.
- Attestation de conformité à la Réglementation Thermique
- Vérification de la VMC
- Vérification de chantier de demande de certificat d'économies d'énergie (CEE)
- Assistance à la maîtrise d'ouvrage en rénovation Energétique et Thermique

**Eau:**

- Actes de prélèvement légionnelle
- Portabilité de l'eau

**Mesurage:**

- Attestations de surface : Loi Carrez, surface habitable, surface utile, surface de plancher, surfaces hors œuvre brute, hors œuvre nette.
- Mesurages en extérieurs et intérieurs
- Mission de topographie et numérisation 3D
- Réalisation de dessin et maquettes 2D & 3D

**Sécurité:**

- Rédaction de Plan de Prévention des Risques, nécessaire lors de l'intervention d'une entreprise extérieure sur le site d'une entreprise utilisatrice
- Réalisation de documents uniques d'évaluation des Risques Professionnels
- Pose de détecteurs incendie
- Géodétection et géoréférencement des réseaux enterrés et identification au sol en marquage piquetage

**Formation:**

- Formation aux métiers du diagnostic
- Formation aux risques amiante, plomb
- Formation aux risques électrique
- Formation aux risques lié au travail en hauteur

**Autres:**

- Etat des lieux locatifs
- Etats des lieux dans le cadre des dispositifs Robien et Scellier
- Attestation de décence du logement (critères de surface et d'habitabilité)
- Audit de pré acquisition
- Dossier de mutation



#### **Garanties au contrat 1<sup>ère</sup> Ligne N° 3912280604**

Montant des garanties : « Lorsqu'un même sinistre met en jeu simultanément différentes garanties, l'engagement maximum de l'assureur n'excède pas, pour l'ensemble des dommages, le plus élevé des montants prévus pour ces garanties » ainsi qu'il est précisé à l'article 6.3 des conditions générales.

#### **Garanties au contrat 2<sup>ème</sup> Ligne N° 3912431104**

NATURE DES GARANTIES	LIMITES DES GARANTIES
Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus (autres que ceux visés au paragraphe « Autres garanties » ci-après)	<b>9.000.000 €</b> par année d'assurance et par sinistre
<b>Dont :</b> <b>Dommages corporels</b>  <b>Dommages matériels et immatériels consécutifs confondus</b>	<b>9.000.000 €</b> par année d'assurance et par sinistre  <b>1.200.000 €</b> par année d'assurance et par sinistre
<b>Autres garanties :</b>	
<b>Atteinte accidentelle à l'environnement</b> (tous dommages confondus)	<b>750.000 €</b> par année d'assurance
<b>Responsabilité civile professionnelle</b>  <b>(tous dommages confondus)</b>	<b>par expert</b>  <b>300.000 €</b> par sinistre et <b>500.000 €</b> par année d'assurance
<b>Dommages aux biens confiés</b> (selon extension aux conditions particulières)	<b>150.000 €</b> par sinistre
<b>Reconstitution de documents/ médias confiés</b> (selon extension aux conditions particulières)	<b>30.000 €</b> par sinistre

La garantie de l'Assureur s'exerce à concurrence des montants suivants : **pour la seule garantie Responsabilité Civile Professionnelle :**

Tous dommages confondus : 6 000 000 € par sinistre et par année d'assurance

Dont :

- Dommages résultant d'atteintes à l'environnement accidentelles sur les sites des clients de l'assuré : 1 500 000 € par sinistre et par année d'assurance

**Il est précisé que ces montants interviennent :**

- en excédent des montants de garantie du contrat de 1<sup>ère</sup> ligne,
- après épuisement des montants de garantie fixés par année d'assurance dans le contrat de 1<sup>ère</sup> ligne. En cas d'intervention du présent contrat au premier euro, il sera fait application des franchises du contrat de 1<sup>ère</sup> ligne.

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.



Sa validité cesse pour les risques situés à l'étranger dès lors que l'assurance de ces derniers doit être souscrite conformément à la Législation Locale auprès d'Assureurs agréés dans la nation considérée.

La présente attestation est valable du **01/01/2024 au 01/01/2025** sous réserve du règlement de la prime émise ou à émettre et des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à **Paris** le **22/12/2023**

Pour la société :

A handwritten signature in black ink, appearing to be a stylized 'P' or similar character, written over a horizontal line.



# Certificat de compétences Diagnosticueur Immobilier

N° CPDI3728 Version 014

Je soussigné, Etienne LAMY, Directeur Opérationnel d'I.Cert, atteste que :

**Monsieur MERLIER Eric**

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert en vigueur (CPE DI DR o6 (cycle de 7 ans)), dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention	Amiante Avec Mention (1) Date d'effet : 27/04/2022 - Date d'expiration : 26/04/2029
Amiante sans mention	Amiante Sans Mention (1) Date d'effet : 27/04/2022 - Date d'expiration : 26/04/2029
DPE tous types de bâtiments	Diagnostic de performance énergétique avec mention : DPE tout type de bâtiment (2) Date d'effet : 28/04/2024 - Date d'expiration : 27/04/2031
DPE individuel	Diagnostic de performance énergétique sans mention : DPE individuel (2) Date d'effet : 28/04/2024 - Date d'expiration : 27/04/2031
Electricité	Etat de l'installation intérieure électrique (1) Date d'effet : 06/03/2024 - Date d'expiration : 05/03/2031
Plomb	Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb (1) Date d'effet : 09/06/2022 - Date d'expiration : 08/06/2029
DRIPP/CAT	Plomb avec mention : Diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures et contrôle après travaux en présence de plomb (1) Date d'effet : 09/06/2022 - Date d'expiration : 08/06/2029
Termites	Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment - France métropolitaine (1) Date d'effet : 16/04/2024 - Date d'expiration : 15/04/2031

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.

Ce certificat n'implique qu'une présomption de certification. Sa validité peut être vérifiée à l'adresse <https://www.icert.fr/liste-des-certifies/>

Valide à partir du 01/09/2024.

*Etienne Lamy*

(1) Arrêté du 1er juillet 2024 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans les domaines du diagnostic amiante, électricité, gaz, plomb et termites, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification

(2) Arrêté du 20 juillet 2023 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans le domaine du diagnostic de performance énergétique, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification et modifiant l'arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification